

Cote du document:	EB 2009/98/R.56
Point de l'ordre du jour:	21
Date:	17 novembre 2009
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport de situation sur la mise en œuvre du système d'allocation fondé sur la performance

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-huitième session
Rome, 15-17 décembre 2009

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

Brian Baldwin

Conseiller principal en gestion des opérations

téléphone: +39 06 5459 2377

courriel: b.baldwin@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la présentation, à la trente-troisième session du Conseil des gouverneurs en 2010, d'un rapport de situation sur la mise en œuvre du système d'allocation fondé sur la performance, sur la base du présent rapport et de son additif contenant les notes de pays pour 2009 et les allocations pour 2010.

Rapport de situation sur la mise en œuvre du système d'allocation fondé sur la performance

I. Introduction

1. À sa vingt-sixième session, tenue en février 2003, le Conseil des gouverneurs est convenu que le Conseil d'administration appliquerait désormais de façon plus systématique le principe de l'allocation fondée sur la performance prévu par les principes et critères en matière de prêts, sur le modèle des approches en usage dans d'autres institutions financières internationales (IFI), et adopterait à cette fin un système d'allocation fondé sur la performance (SAFP). Il a en outre délégué au Conseil d'administration le pouvoir de définir dans le détail la conception et la mise en œuvre de ce système.
2. Plusieurs autres institutions financières de développement recourent à des systèmes d'allocation fondés sur la performance, notamment la Banque africaine de développement (BAfD), la Banque asiatique de développement (BASD), la Banque de développement des Caraïbes (CARIBANK), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), la Banque interaméricaine de développement (BID) et l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale. Toutes ces IFI appliquent un système qui évalue tant la performance que les besoins et, une fois par an, se réunissent avec le FIDA afin d'examiner les problèmes et les progrès.
3. Le SAFP repose sur l'établissement d'allocations annuelles mises en œuvre dans le cadre de cycles triennaux ou "périodes d'allocation". Au cours de chaque cycle, le FIDA réexamine annuellement les allocations *ex ante* en fonction des résultats des évaluations de la performance des pays effectuées chaque année afin de tenir compte des changements significatifs des besoins des pays et/ou de leurs progrès dans le domaine de l'encadrement politique et institutionnel. Le premier exercice d'allocation a porté sur la période 2005-2007. L'exercice actuel couvre la période 2007-2009, qui coïncide avec celle de la septième reconstitution. Le rapport de la Consultation sur la septième reconstitution des ressources du FIDA¹ a confirmé que l'extension du système uniforme d'allocation à l'ensemble du programme de prêts du FIDA entrerait en vigueur pour le programme de travail de 2007 (c'est-à-dire la première année de la période couverte par la septième reconstitution) et que les allocations régionales fixes cesseraient alors de s'appliquer.

II. Ajustements apportés au SAFP

4. Après l'entrée en vigueur de ces systèmes, tous ceux qui les ont pratiqués ont reconnu la nécessité d'y apporter des ajustements et des améliorations. À sa session d'avril 2006, le Conseil d'administration a convenu de ce qui suit:
 - a) Conformément à l'Accord portant création du FIDA, les ressources du Fonds continueront d'être utilisées "compte étant dûment tenu du principe d'une répartition géographique équitable". En outre, l'application d'un système uniforme d'allocation à partir de 2007 permettra au FIDA, conformément à ce qui a été décidé lors de la septième reconstitution, de "continuer à affecter à l'Afrique subsaharienne un pourcentage de ressources au moins égal à celui que la région reçoit actuellement, sous réserve que la performance individuelle des pays le justifie".
 - b) Le coefficient de pondération de 0,45 est considéré comme le "point d'équilibre" auquel la population conserve une influence importante dans la détermination des "besoins" au sein de la formule, tout en laissant une place importante à la performance et au revenu national brut (RNB) par habitant. Il

¹ La contribution du FIDA à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement: rapport de la Consultation sur la septième reconstitution des ressources du FIDA (2007-2009), document GC 29/L.4.

a donc été convenu que la formule serait modifiée pour affecter à la population un coefficient de pondération révisé de 0,45.

- c) De l'avis général, eu égard au fait que l'action du FIDA est spécifiquement axée sur la lutte contre la pauvreté rurale, l'utilisation du critère relatif à la population rurale (plutôt qu'à la population totale) dans la formule répondrait mieux au mandat du Fonds. En conséquence, il a été décidé d'appliquer le concept de population rurale à compter du programme de travail pour 2008.

III. Groupe de travail sur le SAFF

5. Après avril 2006, il a été décidé de constituer un groupe de travail chargé d'élucider les questions qui surgissent au fur et à mesure de l'application du SAFF. Dans le rapport de la Consultation sur la huitième reconstitution des ressources du FIDA, approuvé par le Conseil des gouverneurs en février 2009, il était demandé au Conseil d'administration d'inviter le groupe de travail sur le SAFF à poursuivre ses travaux et à examiner les pratiques adoptées par d'autres IFI dans une optique d'amélioration du système. L'examen devait porter sur les points suivants: la pondération respective des différents éléments de la formule utilisée pour calculer l'allocation au titre du SAFF, le niveau actuel des allocations minimale et maximale et la nécessité éventuelle d'affecter à titre exceptionnel des fonds aux pays particulièrement vulnérables, outre le soutien actuellement accordé aux pays sortant d'un conflit. Les méthodes adoptées par d'autres IFI pour réaffecter les ressources devaient également être étudiées. Le groupe de travail doit se réunir en novembre 2009 pour nommer un nouveau président, et examiner les questions soulevées par d'autres IFI ainsi que les propositions concernant la gestion des allocations pour la période 2010-2012.

IV. Réunion technique des banques multilatérales de développement et des institutions financières internationales sur le SAFF

6. En avril, la CARIBANK a accueilli la cinquième réunion technique du SAFF (la réunion de 2008 s'était tenue au FIDA). Faisant le point de l'état d'avancement de la mise en œuvre du SAFF, il a été noté que, même si chaque organisation apporte des changements mineurs au SAFF en fonction de ses propres exigences, aucune modification importante n'a été apportée aux systèmes utilisés depuis leur mise en place, à l'exception du FEM dont les membres ont plaidé en faveur de leur simplification. Les participants ont mis l'accent sur certaines des principales caractéristiques de leurs systèmes ainsi que sur les problèmes de développement d'apparition récente.

États fragiles

- La BAfD affecte 7,5% de ressources à un mécanisme d'aide aux États fragiles couvrant le financement supplémentaire, l'apurement des arriérés et un appui ciblé. Aucun rapport officiel sur l'utilisation ou les résultats de ce financement supplémentaire n'est encore disponible.
- La BASD ne s'est dotée d'aucune politique officielle concernant les fonds supplémentaires mais utilise, le cas échéant, les ressources allouées à l'assistance technique. Pour 2008-2010, elle a augmenté d'environ 20% les ressources en faveur des États fragiles par rapport à la période 2004-2006.
- L'IDA ne dispose pas de ressources officiellement allouées à ce titre, exception faite des allocations complémentaires fournies aux pays désignés comme sortant d'un conflit.
- La CARIBANK a alloué quelque 40 millions d'USD en faveur d'États fragiles, notamment Haïti.

Mesures prises pour faire face aux catastrophes naturelles

- La BASD propose un financement limité en cas de catastrophes ou au titre de l'aide d'urgence afin de remédier à la perte soudaine de ressources essentielles, de capacités de productivité sur une période de deux ou trois ans. La BASD attribue une allocation générale de 4,5% aux pays situés dans la zone des eaux chaudes de l'ouest du Pacifique.
- L'IDA alloue (concentration en début de période) des ressources additionnelles sur les ressources prévues pour l'année suivante.

Mesures prises pour faire face aux crises alimentaire et économique

- L'IDA privilégie (comme le FIDA) un traitement accéléré des propositions de projet et des décaissements plus rapides, principalement financés au moyen de ressources SAFP avec une certaine flexibilité pour ce qui est de concentrer les allocations en début de période.

V. Application du SAFP en 2009

7. La méthode adoptée pour la période d'allocation 2007-2009 ne prenait en considération, pour les nouveaux engagements, que les pays désignés comme emprunteurs "effectifs", c'est-à-dire les pays où le FIDA escomptait mener des opérations de prêt ou de don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) au cours de la période. Cette méthode a permis de recenser 90 pays susceptibles d'avoir besoin d'un financement²; une méthode qui a facilité l'établissement d'allocations plus fiables et plus élevées au niveau des pays (neuf pays seulement ont reçu l'allocation minimale) et qui a également réduit les réaffectations nécessaires lorsque des pays n'utilisaient pas leur allocation.
8. Sur cette base, les notes et les allocations finales de pays ont été attribuées annuellement, puis associées aux chiffres provisoires pour les années suivantes de la période d'allocation afin de déterminer une allocation globale par pays pour la période triennale. Les allocations provisoires sont de par leur nature même fixées à titre indicatif et subordonnées à l'évolution annuelle de la performance (évaluée sur la base des projets à risque, de la performance du secteur rural et de l'indice d'allocation des ressources de l'IDA), de la population et du RNB par habitant. Le cas échéant, on a utilisé des moyennes pondérées pour réduire la variance statistique dans le temps. Par suite de l'évolution vers des allocations uniformes, les données ont fait l'objet d'un examen et d'une recherche des méthodes optimales au plan interrégional afin de garantir la cohérence des évaluations et, de ce fait, la méthode de notation des indicateurs de performance du secteur rural a été améliorée. À cet égard, la Division Amérique latine et Caraïbes a travaillé en collaboration étroite avec l'Unité régionale d'assistance technique tout au long de la période d'allocation afin d'évaluer et de comparer les notes pour l'ensemble de la région. Ce processus, garantie de cohérence tant au plan de l'approche que de l'évaluation, favorise la concertation sur des problèmes spécifiques aux pays et aux sous-régions, dans le cadre par exemple de l'examen annuel du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP).
9. Tous les prêts et les dons-pays présentés au Conseil d'administration en 2009 pour approbation s'inscrivaient dans les limites de l'allocation triennale, par pays, du SAFP. Comme en a délibéré le Conseil d'administration en décembre 2008, les allocations pour 2009 prévoyaient l'inclusion d'Haïti et du Libéria afin de faciliter l'entrée dans la réserve de projets soumis au Conseil pour approbation en 2009. Au cours de la même année, l'Érythrée a elle aussi été incluse, sans bouleverser l'équilibre des allocations de tous les autres pays. Dans le contexte de la mise en œuvre du CSD, les pays ne présentant **pas** de risque de surendettement futur (pays classés "vert"), et continuant de ce fait à être admis à bénéficier de prêts du

² Le terme "effectif" ne se rapporte qu'aux nouveaux engagements et non au niveau ou à la situation du portefeuille en cours.

FIDA, se sont vu attribuer des allocations légèrement supérieures. On trouvera à l'annexe I le classement CSD des pays pour 2010. Les pays classés comme sortant d'un conflit par l'IDA se sont vu attribuer des allocations supplémentaires pour la période 2007-2009, en application de la méthodologie en vigueur dans les situations post-conflit.

10. En 2007 et en 2008, à savoir les deux premières années de la période d'allocation, il n'a pas été nécessaire de procéder à des réallocations entre pays, tout comme dans les autres institutions ayant adopté le SAFP. Cependant, le Conseil d'administration a reconnu, lors de la mise en place du SAFP au FIDA, qu'il y aurait des situations dans lesquelles il ne serait pas possible de souscrire des engagements correspondant aux allocations *ex ante* des pays au cours d'une période d'allocation donnée en raison, par exemple, de l'absence de demande de prêts au FIDA ou faute de possibilités d'engager des opérations dans des domaines prioritaires indiqués dans les COSOP axés sur les résultats. En pareil cas, la part inutilisée des allocations serait réintégrée dans la masse de ressources allouables³ afin d'être redistribuée par le biais du SAFP en vigueur (document EB 2003/79/R.2/Rev.1, paragraphe 40).
11. En 2009, par conséquent, toutes les ressources inutilisées au cours de la période d'allocation 2007-2009 ont été traitées comme faisant partie de la masse de ressources pouvant être affectées pendant la période d'allocation. Celles-ci comprenaient les allocations à des pays qui n'avaient pas besoin de financement (que ce soit sous forme de prêts ou de dons au titre du CSD) en 2009 ainsi que toute autre allocation non utilisée en 2009. Ces ressources inutilisées ont été réaffectées à des programmes ayant une capacité d'absorption, en fonction de la note de pays SAFP (c'est-à-dire en fonction de la méthodologie standard d'allocation fondée sur la performance). Par ailleurs, aucun pays n'a bénéficié d'une réallocation supérieure à 10% au titre des ressources devant être réaffectées. Les notes et allocations finales pour la période 2007-2009 figurent à l'annexe II.

VI. Mise à jour des notes de pays pour 2009 et des allocations par pays pour 2010

12. Au cours du quatrième trimestre de 2009, on a procédé, sur la base des données actualisées sur la performance (tant du portefeuille que du secteur rural), à la mise à jour des notes de pays pour 2009. Les notes définitives de pays pour 2009 et les allocations par pays pour 2010 (qui sont les premières allocations pour la période 2010-2012), qui seront soumises au Conseil d'administration en décembre puis rendues publiques conformément aux procédures agréées pour la diffusion, sur le site web du FIDA, des informations sur le SAFP (www.ifad.org/operations/pbas), tiennent compte de ces données actualisées. Comme pour la période d'allocation précédente, les notes fournies pour 2010 sont finales dans la mesure où elles sont basées sur les notes de pays pour 2009, alors que les allocations pour 2011 et 2012 sont provisoires et susceptibles de changer suivant les variations des notes de pays annuelles.
13. Pour la période d'allocation 2010-2012, du fait de l'accroissement des ressources disponibles, il n'a pas été nécessaire de préciser les pays emprunteurs "effectifs", et les divisions ont déterminé les allocations SAFP par pays sur la base des activités prévues au titre des projets et des COSOP. Cependant, dans une optique de gestion des allocations durant la période triennale, l'allocation des pays qui ne devraient utiliser qu'une partie de leur allocation potentielle a été plafonnée au niveau du financement prévu. Cela devrait permettre de réduire d'autant la nécessité des réaffectations ainsi que d'offrir des paramètres de planification plus adaptés pour d'autres pays.

³ L'idée de la réserve de ressources comme source de fonds à redistribuer figure également dans la section sur la réallocation des ressources non engagées du document EB 2003/79/C.R.P.3.

Analyse de la soutenabilité de la dette pour le programme de travail 2010

Région	Vert (100% sous forme de prêt)		Jaune (50% prêt/50% don)	Rouge (100% sous forme de don)
Afrique de l'Ouest et du Centre	Cameroun Guinée équatoriale	Mali Nigéria	Tchad Sierra Leone	République centrafricaine Côte d'Ivoire Guinée Sao Tomé-et-Principe Togo
Afrique orientale et australe	Botswana Kenya Madagascar Mozambique	Swaziland Ouganda République-Unie de Tanzanie Zimbabwe	Éthiopie Malawi	Burundi Érythrée
Asie et Pacifique	Bangladesh Chine Inde Indonésie Mongolie	Bhoutan Pakistan Papouasie-Nouvelle-Guinée Philippines Samoa Viet Nam	Kirghizistan	Îles Salomon Tadjikistan Timor-Leste Tonga
Amérique latine et Caraïbes	Bolivie (État plurinational de) Brésil République dominicaine Guatemala	Guyana Honduras Pérou	Nicaragua	Haïti
Proche-Orient et Afrique du Nord	Arménie	République de Moldova Maroc Soudan République arabe syrienne		Djibouti Yémen

Période d'allocation 2007-2009

Notes de pays pour 2009 et allocations définitives pour 2007-2009

Pays	Besoins du pays		Performance du pays				Note globale du pays	Allocation 2007	Allocation 2008	Allocation 2009	Allocation définitive du pays 2007-2009
	RNB par habitant en 2006	Population rurale 2006	IARI 2007	Performance du secteur rural 2008	PAR 2008	Performance globale du pays					
Bénin	530	5 211 995	3,57	3,94	4,4	4,03	3 560	6 232 440	5 977 197	5 714 363	17 924 000
Burkina Faso	440	11 673 461	3,69	3,93	4,7	4,15	5 704	6 779 811	7 746 943	13 111 245	27 638 000
Cameroun	990	8 095 010	3,23	3,98	3,5	3,66	3 071	4 406 829	4 345 519	4 979 651	13 732 000
Cap-Vert	2 130	217 589	4,16	5,06	6,0	5,21	1 008	1 315 632	1 404 795	1 532 572	4 253 000
République centrafricaine	350	2 636 503	2,50	-	-	0,77	106	1 258 146	1 470 035	(2 728 182)	-
Tchad	450	7 771 576	2,58	2,99	4,5	3,44	3 234	5 914 820	6 411 226	7 413 954	19 740 000
Congo	1 569	1 454 322	2,66	3,19	6,0	4,07	1 560	2 949 981	2 671 608	2 952 411	8 574 000
Côte d'Ivoire	880	10 319 737	2,55	2,71	3,3	2,89	2 190	2 143 795	2 524 265	4 891 941	9 560 000
République démocratique du Congo	130	40 801 209	2,84	3,39	2,9	3,11	7 602	8 296 317	11 564 144	3 465 539	23 326 000
Guinée équatoriale	8 510	302 042	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gabon	5 360	208 683	-	2,83	-	2,83	232	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
Gambie	290	752 688	3,23	3,68	6,0	4,40	2 071	2 777 282	2 883 042	2 339 676	8 000 000
Ghana	510	11 840 145	3,95	4,00	4,9	4,31	5 948	10 057 500	8 891 750	10 167 750	29 117 000
Guinée	400	6 109 260	3,01	3,47	4,4	3,70	3 472	5 493 515	5 458 487	7 747 998	18 700 000
Guinée-Bissau	190	1 157 136	2,59	3,13	-	2,96	1 264	1 500 740	1 803 631	1 377 629	4 682 000
Libéria	130	1 475 233	-	2,39	-	2,39	1 009	-	-	3 794 128	3 794 128
Mali	460	8 250 998	3,71	3,92	4,5	4,08	4 662	6 831 579	8 834 966	9 377 456	25 044 000
Mauritanie	760	1 807 922	3,38	3,89	6,0	4,53	2 551	3 509 901	4 006 011	4 404 088	11 920 000
Niger	270	11 401 479	3,30	3,82	3,8	3,71	5 084	3 595 460	6 219 728	6 184 812	16 000 000
Nigéria	620	73 807 176	3,40	3,32	5,3	4,03	11 304	13 124 325	15 196 367	15 237 307	43 558 000
Sao Tomé-et-Principe	800	63 850	2,98	-	6,0	2,70	198	-	-	-	-
Sénégal	760	7 018 939	3,73	3,91	4,2	3,97	3 622	4 717 804	4 982 398	5 655 797	15 356 000
Sierra Leone	240	3 362 922	3,09	3,64	3,6	3,52	2 717	2 146 890	3 720 348	4 015 762	9 883 000
Togo	350	3 793 691	2,53	-	-	2,53	1 355	-	-	-	-
Total Afrique de l'Ouest et du Centre								94 052 768	107 112 463	112 635 898	313 801 128

Pays	Besoins du pays		Performance du pays				Note globale du pays	Allocation 2007	Allocation 2008	Allocation 2009	Allocation définitive du pays 2007-2009
	RNB par habitant en 2006	Population rurale 2006	IARI 2007	Performance du secteur rural 2008	PAR 2008	Performance globale du pays					
Angola	1 970	7 622 866	2,73	3,04	4,0	3,32	2 063	2 636 540	2 668 346	2 895 114	8 200 000
Botswana	5 570	777 455	-	4,38	-	4,38	992	1 544 070	1 465 841	(3 009 912)	-
Burundi	100	7 329 609	3,02	3,42	4,0	3,54	4 870	5 628 332	8 059 136	11 598 377	25 285 844
Comores	660	382 399	2,39	3,17	-	2,93	552	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
Érythrée	190	3 761 199	2,43	3,65	5,1	3,91	3 753	-	-	8 000 000	8 000 000
Éthiopie	170	64 593 329	3,42	4,35	6,0	4,74	20 358	22 663 585	28 583 725	40 765 690	92 013 000
Kenya	580	28 877 257	3,63	4,15	4,3	4,10	7 781	7 399 223	10 705 846	11 964 931	30 070 000
Lesotho	980	1 616 258	3,53	3,89	6,0	4,56	2 308	2 647 951	3 372 366	2 867 683	8 888 000
Madagascar	280	13 970 750	3,68	4,10	5,0	4,33	7 521	9 828 340	13 039 341	22 850 301	45 717 982
Malawi	230	11 174 125	3,41	3,87	5,1	4,21	6 749	5 096 934	8 509 866	3 095 200	16 702 000
Maurice	5 430	720 975	-	5,03	4,4	4,76	1 140	1 000 000	1 000 000	2 856 919	4 856 919
Mozambique	310	13 572 722	3,61	3,92	4,9	4,20	6 821	9 797 757	10 150 016	11 287 227	31 235 000
Namibie	3 210	1 316 344	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rwanda	250	7 550 571	3,66	4,32	4,2	4,15	5 380	6 188 867	6 773 949	16 820 220	29 783 037
Seychelles	8 870	39 441	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique du Sud	5 390	19 060 670	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaziland	2 400	860 491		3,77	4,9	4,26	1 217	1 000 000	1 000 000	3 049 657	5 049 657
Ouganda	300	26 089 517	3,88	4,28	4,4	4,24	9 402	14 335 091	17 082 703	21 275 205	52 693 000
République-Unie de Tanzanie	350	29 736 083	3,88	4,60	6,0	4,94	13 034	14 964 289	19 611 724	22 020 144	56 596 157
Zambie	630	7 586 129	3,48	3,71	4,4	3,91	3 798	5 893 220	5 421 438	8 685 343	20 000 000
Zimbabwe	131	8 415 775	1,65	2,27	0,6	1,56	942	1 063 649	1 233 726	(1 683 375)	614 000
Total Afrique orientale et australe								112 687 847	139 678 024	186 338 725	438 704 596

Pays	Besoins du pays		Performance du pays				Note globale du pays	Allocation 2007	Allocation 2008	Allocation 2009	Allocation définitive du pays 2007-2009
	RNB par habitant en 2006	Population rurale 2006	IARI 2007	Performance du secteur rural 2008	PAR 2008	Performance globale du pays					
Afghanistan	319	20 014 448	2,50	2,90	-	2,78	3 528	5 014 121	6 390 530	8 403 403	19 808 054
Bangladesh	450	116 150 733	3,48	4,01	5,5	4,42	18 103	17 600 725	25 488 496	34 591 778	77 681 000
Bhoutan	1 430	574 547	3,89	-	6,0	2,88	526	-	-	-	-
Cambodge	490	11 311 860	3,21	3,63	5,6	4,24	5 695	4 952 398	8 408 300	9 553 302	22 914 000
Chine	2 000	770 025 245	-	4,31	4,5	4,39	28 756	28 250 000	30 750 000	33 746 000	92 746 000
Îles Cook	13 098	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
République populaire démocratique de Corée	508	9 018 351	-	3,35	6,0	4,51	5 780	-	-	-	-
Fidji	3 720	405 665	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inde	820	788 187 877	3,85	3,77	3,5	3,69	25 676	28 250 000	30 750 000	33 748 000	92 748 000
Indonésie	1 420	113 260 541	-	3,80	6,0	4,76	15 552	21 483 496	22 409 561	24 836 443	68 729 500
Iran (République islamique d')	2 930	22 837 900	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Kazakhstan	3 870	6 496 751	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Kirghizistan	500	3 325 021	3,67	3,83	4,8	4,14	3 117	4 888 345	5 704 204	6 407 450	17 000 000
République démocratique populaire lao	500	4 549 928	3,14	3,60	4,5	3,82	3 062	3 905 401	5 292 005	5 802 594	15 000 000
Malaisie	5 620	8 304 166	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maldives	3 010	209 904	3,56	3,16	2,9	3,15	333	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
Mongolie	1 000	1 115 020	3,41	3,68	6,0	4,44	1 843	3 313 012	3 126 155	(6 439 167)	-
Myanmar	281	33 255 866	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Népal	320	23 141 348	3,44	3,68	3,1	3,43	5 730	4 904 895	8 748 093	7 167 012	20 820 000
Nioué	5 300	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pakistan	800	102 842 519	3,58	3,65	3,7	3,65	10 103	14 271 749	15 937 106	23 697 145	53 906 000
Papouasie-Nouvelle-Guinée	740	5 363 223	3,32	3,24	-	3,27	2 182	1 921 736	3 724 399	(4 946 135)	700 000
Philippines	1 390	31 538 013	-	4,38	4,0	4,21	6 891	13 958 556	13 859 932	15 509 504	43 327 992
République de Corée	17 690	9 189 751	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Samoa	2 270	143 473	3,88	-	-	3,88	457	-	-	-	-
Îles Salomon	690	400 189	2,73	2,86	-	2,82	517	1 000 000	1 000 000	(2 000 000)	-
Sri Lanka	1 310	16 883 214	-	3,90	3,4	3,68	4 022	7 490 290	8 523 554	9 446 156	25 460 000
Tadjikistan	390	5 006 437	3,24	3,82	-	3,64	3 088	3 478 837	4 228 371	4 592 792	12 300 000
Thaïlande	3 050	42 735 845	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Timor-Leste	840	751 930	2,70	-	-	2,70	597	-	-	-	-
Tonga	2 250	75 597	3,03	-	-	3,03	208	-	-	-	-
Viet Nam	700	61 499 843	3,79	4,64	4,6	4,46	12 347	18 071 685	18 182 290	20 696 025	56 950 000
Total Asie et Pacifique								183 755 246	213 522 997	225 812 303	623 090 546

Pays	Besoins du pays		Performance du pays				Note globale du pays	Allocation 2007	Allocation 2008	Allocation 2009	Allocation définitive du pays 2007-2009
	RNB par habitant en 2006	Population rurale 2006	IARI 2007	Performance du secteur rural 2008	PAR 2008	Performance globale du pays					
Antigua	11 050	50 795	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Argentine	5 150	3 811 681	-	-	2,5	1,09	129	-	-	-	-
Barbade	8 617	136 798	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Belize	3 740	153 211	-	3,68	0,6	2,33	150	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
Bolivie (État plurinational de)	1 100	3 305 649	3,73	3,93	4,5	4,09	2 492	5 574 494	5 065 925	(2 640 419)	8 000 000
Brésil	4 710	29 042 146	-	4,62	6,0	5,22	7 514	20 153 094	12 207 721	18 049 185	50 410 000
Chili	6 810	1 991 640	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Colombie	3 120	12 300 782	-	4,19	6,0	4,98	5 146	10 990 253	8 440 564	(19 430 817)	-
Costa Rica	4 980	1 661 855	-	4,49	4,8	4,62	1 603	3 116 764	3 063 056	3 009 179	9 189 000
Cuba	4 571	2 776 115	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dominique	4 242	19 373	3,85	-	3,6	2,03	43	-	-	-	-
République dominicaine	2 910	3 120 922	-	4,19	6,0	4,98	2 825	4 930 713	4 435 501	4 433 785	13 800 000
Équateur	2 910	4 847 773	-	4,22	3,5	3,90	2 116	4 286 776	3 802 263	4 968 824	13 057 863
El Salvador	2 680	2 698 165	-	4,27	6,0	5,03	2 750	4 455 566	4 470 108	5 834 326	14 760 000
Grenade	4 167	74 968	3,68	-	2,3	1,54	46	-	-	-	-
Guatemala	2 590	6 819 155	-	3,96	4,5	4,20	2 933	5 626 908	6 113 796	6 882 296	18 623 000
Guyana	1 150	530 205	3,42	3,75	2,8	3,35	726	1 000 000	1 177 117	1 773 150	3 950 267
Haïti	430	5 718 576	2,86	3,60	3,0	3,24	2 537	-	-	5 660 000	5 660 000
Honduras	1 270	3 696 192	3,84	3,68	4,9	4,14	2 589	2 169 297	3 433 135	3 927 568	9 530 000
Jamaïque	3 560	1 242 428	-	4,17	-	4,17	1 242	-	-	-	-
Mexique	7 830	24 742 151	-	4,08	3,1	3,65	3 006	12 048 680	6 324 560	(13 173 241)	5 200 000
Nicaragua	930	2 247 246	3,75	4,01	5,4	4,44	2 578	2 379 212	3 158 604	3 490 185	9 028 000
Panama	5 000	933 661	-	4,09	2,7	3,48	701	1 757 887	1 249 415	1 000 000	4 007 302
Paraguay	1 410	2 460 544	-	3,75	3,5	3,64	1 627	1 125 847	1 000 000	1 654 153	3 780 000
Pérou	2 980	7 498 575	-	4,35	6,0	5,07	4 318	8 654 979	6 846 235	7 534 786	23 036 000
Saint-Kitts-et-Nevis	9 106	32 791	-	-	-	--	-	-	-	-	-
Sainte-Lucie	5 349	120 061	3,97	-	-	3,97	355	-	-	-	-
Saint-Vincent-et-les Grenadines	3 537	64 342	3,83	-	-	3,83	278	-	-	-	-
Suriname	4 210	117 278	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Trinité-et-Tobago	12 500	1 161 847	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Uruguay	5 310	261 843	-	4,49	6,0	5,15	852	-	-	-	-
Venezuela (République bolivarienne du)	6 070	1 702 318	-	4,34	6,0	5,06	1 850	7 120 711	3 042 920	3 036 369	13 200 000
Total Amérique latine et Caraïbes								96 391 181	74 830 921	37 009 330	208 231 431

Pays	Besoins du pays		Performance du pays					Note globale du pays	Allocation 2007	Allocation 2008	Allocation 2009	Allocation définitive du pays 2007-2009
	RNB par habitant en 2006	Population rurale 2006	IARI 2007	Performance du secteur rural 2008	PAR 2008	Performance globale du pays						
Albanie	2 930	1 708 523	-	4,51	6,0	5,16	2 312	2 778 746	3 250 453	3 570 802	9 600 000	
Algérie	3 030	12 026 420	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Arménie	1 920	1 082 836	4,35	5,17	6,0	5,30	2 203	3 754 371	3 287 845	5 357 785	12 400 000	
Azerbaïdjan	1 840	4 108 146	3,77	4,33	6,0	4,80	3 334	5 224 646	5 540 688	6 430 666	17 196 000	
Bosnie-Herzégovine	3 230	2 109 265	3,68	4,50	6,0	4,86	2 199	3 448 270	3 653 476	4 011 254	11 113 000	
Croatie	9 310	1 920 418	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Chypre	23 270	235 216	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Djibouti	1 060	110 499	3,08	3,46	4,7	3,82	475	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000	
Égypte	1 360	42 289 736	-	4,19	5,5	4,77	10 108	11 702 091	14 852 864	21 645 045	48 200 000	
Gaza et Cisjordanie	1 422	1 068 232	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Géorgie	1 580	2 114 532	4,26	4,44	1,5	3,38	1 270	2 058 521	1 898 322	4 930 787	8 887 629	
Iraq	1 646	9 452 538	-	-	-	0,00	-	1 000 000	1 000 000	(815 000)	1 185 000	
Jordanie	2 650	962 435	-	4,27	4,7	4,46	1 365	3 363 814	1 859 075	5 301 016	10 523 906	
Liban	5 580	538 544	-	4,24	-	4,24	790	2 608 480	1 000 000	1 191 520	4 800 000	
Jamahiriya arabe libyenne	7 290	899 758	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Malte	15 310	18 108	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
République de Moldova	1 080	2 032 869	3,78	4,44	6,0	4,86	2 838	4 107 787	4 461 226	4 673 988	13 243 000	
Maroc	2 160	12 399 899	-	4,19	4,5	4,33	4 276	5 743 274	6 196 046	7 117 680	19 057 000	
Oman	11 275	724 684	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Roumanie	4 830	9 957 492	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Somalie	274	5 433 768	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Soudan	800	21 991 004	2,51	2,79	4,2	3,23	3 945	8 502 113	8 147 194	13 404 325	30 053 632	
République arabe syrienne	1 560	9 544 637	-	4,19	4,9	4,50	4 463	7 382 208	6 649 507	6 273 286	20 305 000	
Ex-République yougoslave de Macédoine	3 070	619 466	-	4,56	6,0	5,19	1 461	2 744 224	2 318 116	(5 062 341)	-	
Tunisie	2 970	3 475 964	-	4,38	5,5	4,87	2 822	4 434 276	4 251 760	(8 686 036)	-	
Turquie	5 400	23 527 140	-	4,42	3,0	3,80	3 498	3 215 898	3 247 091	12 771 732	19 234 721	
Yémen	760	15 708 068	3,23	3,92	4,1	3,84	4 867	5 044 240	7 241 935	15 600 039	27 886 214	
Total Proche-Orient et Afrique du Nord								78 112 958	79 855 596	98 716 548	256 685 102	
Total FIDA								565 000 000	615 000 000	660 512 804	1 840 512 804	

Note: IARI = indice d'allocation des ressources de l'IDA.
PAR = projets à risque.

